

Le très honorable M. DANDURAND: Il n'y a cependant pas de chef d'opposition en cette enceinte. Il y a un leader de la doctrine conservatrice, si toutefois il existe une telle doctrine.

L'honorable M. LACASSE: Mes compliments ne vont pas toutefois sans une légère réserve. Bien qu'il ait dit au début de ses remarques qu'il essaierait sincèrement de s'abstenir de faire un discours empreint d'esprit de parti, mon honorable ami s'est servi, quelques instants plus tard, d'une expression terrible: "le sabotage du Parlement". Cela ne cadre guère avec ce qu'il venait de dire. Cependant, il est un si aimable compagnon et un si parfait gentleman que je veux bien l'absoudre une fois de plus.

Je désire surtout parler des deux choses que, d'après mon honorable ami, désire le parti conservateur (quel que soit le sens que l'on puisse donner aujourd'hui à cette expression, comme vient de le dire mon très honorable chef). L'honorable sénateur a déclaré que le parti conservateur désire la formation d'un gouvernement national, ou, pour être plus précis, d'un gouvernement soi-disant national, et l'adoption immédiate de la conscription pour le service outre-mer. Je prie mes honorables collègues de remarquer que j'appelle la chose par son nom. Médecin, il faut que je place sur chaque bouteille l'étiquette qui lui convient.

Il me semble que ce n'est pas parce que deux cents individus représentant des exploitants de mines mécontents ou des journalistes vindicatifs de Toronto ont organisé une petite convention nationale pour exprimer le désir de voir former un gouvernement national et de voir adopter la conscription, que nous devrions passer outre à l'opinion exprimée il y a moins de deux ans contre ces deux propositions par l'immense majorité des six ou sept millions d'électeurs du Canada. Tout le monde se rappelle ce qui est arrivé aux dernières élections générales. J'irai jusqu'à dire que la proposition de former un gouvernement national fut alors rejetée par les électeurs. L'homme qui était alors chef du parti conservateur—je ne suis pas sûr qu'on l'appelât alors le parti du gouvernement national,—connaissait si bien quelle était alors l'opinion publique que, bien qu'il fût un vétéran de la dernière guerre, il se déclara carrément contre la conscription. C'est là de l'histoire.

L'honorable M. DUFF: Il a eu sa récompense. Il a une bonne place.

L'honorable M. LACASSE: Je ne veux pas insister là-dessus plus que de raison. Quand nous nous mettons à parler de ces choses, nous devrions, il me semble, faire tout d'abord ce que fait le rédacteur d'un projet de loi, c'est-à-dire donner la définition des

expressions. Nous devrions exposer clairement ce que signifie l'expression "gouvernement national". Cela n'a pas été fait depuis 1940.

M. Winston Churchill, premier ministre de Grande-Bretagne, a été cité plusieurs fois depuis le commencement du présent débat. Nous sommes tous venus l'entendre quand il a parlé ici, car nous savions que c'était l'hôte le plus illustre qu'eût eu le Canada depuis la visite de Leurs Majestés dans notre pays. Son très intéressant discours m'a ému profondément, comme il a ému tous ceux qui l'ont entendu, mais je me rappelle surtout une phrase qu'il a prononcée non pas devant le Parlement mais dans une interview qu'il a accordée peu de temps après aux journalistes. Il a dit: "Si nous laissons le présent condamner le passé, Dieu sait ce qui nous attend dans l'avenir!" Rarement phrase aussi brève a eu pour moi plus de sens. C'étaient là de bien sages paroles et d'une portée bien profonde. On peut les traduire par les termes plus familiers que voici: "Il est inutile de récriminer sur les pots cassés."

Cela ne veut pas dire que nous ne devons tenir aucun compte des enseignements de l'histoire, que nous ne devons pas interpréter comme il convient les événements récents ou que nous devons nous abstenir toujours d'exposer les déductions tirées raisonnablement de ces faits.

La présente guerre nous a fourni de bien dures et de bien importantes leçons. Je me permets d'en exposer quelques-unes. Les succès des puissances de l'axe s'expliquent par deux faits: d'abord le fait qu'elles se sont longuement préparées pendant que les pays qui devaient devenir leurs ennemis restaient inactifs. Je ne récriminerai cependant pas. Je vais laisser de côté cette question, selon le conseil de M. Churchill, que je respecte. Toutefois, j'ai le droit de rappeler le fait que l'Allemagne travaillait pendant que nous demeurions oisifs et que nous payions nos gens pour les faire demeurer oisifs. C'est là un fait brutal que nous devons envisager aujourd'hui afin de comprendre les causes du mal et les remèdes à appliquer. Le deuxième fait qui explique les succès des puissances de l'axe c'est qu'elles sont restées à l'offensive depuis le début de la guerre. Elles ont eu ainsi l'immense avantage de savoir où lancer leurs attaques consécutives, tandis que tous les pays qui étaient sur la défensive ne pouvaient qu'attendre avec angoisse, tout en essayant de prévoir où l'ennemi attaquerait.

La guerre nous a aussi révélé des faits que nous ne soupçonnions pas auparavant, au sujet de quelques nations-sœurs. Ces faits ont un rapport particulier avec la situation qui existe aujourd'hui au Canada. Considérons par exemple le cas de l'Australie. Ce pays